



## **SIXIÈME ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU FORUM INTERPARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (FIPA)**

OTTAWA, CANADA  
13 AU 15 SEPTEMBRE 2009

### **PROSPÉRITÉ ET COOPÉRATION : UN NOUVEL ORDRE DU JOUR POUR LES AMÉRIQUES**

\* \*

#### **RAPPORT FINAL Groupe de travail n° 1 : Crise économique et financière**

(version sujette à des modifications stylistiques)

Le Groupe de travail sur la crise économique et financière s'est réuni au Parlement du Canada à Ottawa les 13 et 14 septembre 2009.

L'honorable Luiz Carlos Hauly, membre de la Chambre des députés du Brésil et président du FIPA, a présidé les séances du groupe de travail. Les objectifs du groupe de travail étaient les suivants :

- Étudier l'impact de la crise économique mondiale sur le continent américain et ses répercussions sur le développement, sur la réduction de la pauvreté et sur la coopération économique dans la région.
- Identifier les méthodes à appliquer afin que les pays de la région puissent travailler ensemble pour affronter les défis liés aux conditions économiques actuelles.

#### **EXPOSÉ**

La première séance du Groupe de travail sur la crise économique et financière a commencé par un exposé de Vinita Watson, directrice exécutive pour le Canada à la Banque interaméricaine de développement. Dans la première partie de son exposé, Madame Watson a présenté un survol de la crise économique et financière, en mettant l'accent sur ses effets en Amérique latine. Elle a fait observer que la crise a représenté un important choc externe pour la région. Le ralentissement économique dans les pays industrialisés a réduit la demande à l'importation de biens produits en Amérique latine; la baisse des cours des denrées de base a entraîné le recul de la valeur de certains des plus importants biens industriels et destinés au commerce de la région; en outre, la situation financière internationale s'est répercutée sur la disponibilité du crédit dans l'ensemble de la région.

Parallèlement, toutefois, Madame Watson a estimé que l'Amérique latine, prise dans son ensemble, était beaucoup mieux placée pour résister à cette crise, comparativement à d'autres crises économiques survenues dans un passé récent. Plus précisément, contrairement à la crise financière de 1997-1998, les facteurs économiques fondamentaux en Amérique latine étaient très



sains avant le déclenchement du repli actuel. Les principales économies de la région affichaient, dans l'ensemble, un excédent financier; les niveaux de la dette publique avaient chuté de manière saisissante depuis 2002; les réserves internationales étaient élevées; enfin, la dépendance à l'égard des titres de créance libellés en devises étrangères était faible.

Par suite de l'amélioration des éléments macroéconomiques fondamentaux dans la région, a fait valoir madame Watson, l'Amérique latine est beaucoup mieux placée pour appliquer des politiques monétaires et financières anticycliques, et, ainsi, atténuer les répercussions des chocs externes sur les économies de la région. Témoigne de cette réalité le fait que de nombreux pays de la région ont pu mettre en place des ensembles de mesures de stimulation financière et abaisser les taux d'intérêt dans le but de faciliter l'accès au crédit.

Madame Watson a soutenu que ces mesures de stimulation contribueraient à l'atténuation des répercussions de la crise et que, de ce fait, la récession dans la région serait de courte durée et que l'Amérique latine renouerait avec une croissance positive en 2010.

Dans la deuxième partie de son exposé, Madame Watson a mis l'accent sur les développements économiques récents dans le monde entier. Plus précisément, elle a constaté que les premiers indices donnent à penser que le pire de la crise est peut-être terminé et que l'économie mondiale commençait à s'engager sur la voie de la reprise. La situation des marchés financiers s'améliore et on peut constater une certaine relance sur les marchés mondiaux des produits de base, ainsi que dans le secteur de la fabrication.

Madame Watson a également mis en garde les membres du groupe de travail quant au fait que, malgré des signes de « pousses vertes » dans l'économie, certains pays de la région étaient confrontés à des défis particulièrement difficiles. Elle a particulièrement mis en évidence les pays tributaires des envois d'argent et du tourisme, qui feront partie du groupe de pays pour lesquels le défi de la reprise économique sera le plus redoutable.

La dernière partie de l'exposé de Madame Watson a porté sur les possibilités stratégiques que la prise présente aux Amériques. Elle a fait valoir que pour éviter les erreurs commises lors des crises précédentes, les gouvernements de la région devraient adopter, sur le plan des politiques, des réactions coordonnées et bénéficiant des éclairages des uns et des autres. Il conviendrait de mettre l'accent sur la politique et la réglementation financières, le rétablissement des flux de capitaux, le soutien au commerce intra-régional, en plus de veiller à la prise de mesures pour contrer les poussées protectionnistes. Madame Watson a particulièrement insisté sur le fait que les divergences de vues dans le dossier du commerce ne devraient pas dégénérer en obstacles à la coopération régionale.

Pour lancer les discussions du groupe de travail, Madame Watson a conclu son exposé en proposant deux questions. En premier lieu, elle a mis les participants au défi d'étudier le degré de préparation de la région à une reprise qui serait longue et lente : quels seraient les défis précis d'une période de reprise d'une durée de 4-5 ans? Quels pourraient être les effets d'une reprise lente sur des questions comme la pauvreté et la cohésion sociale? Deuxièmement, elle a souligné sa conviction que le commerce est une composante cruciale d'une reprise économique durable dans la région. Compte tenu de ce fait, elle a demandé aux participants de cerner les possibilités stratégiques d'accroître le commerce et l'intégration économique, et de saisir les retombées que le commerce offre à la région.



## DISCUSSIONS

Après l'exposé de Madame Watson, les participants à l'atelier ont amorcé leurs délibérations. Celles-ci ont été ouvertes et cordiales, et elles ont porté sur une large gamme de sujets. En plus de mettre en commun leurs discussions et leurs observations sur les causes et les répercussions de la crise sur leurs économies respectives, les participants ont également discuté des défis et enjeux auxquels ils sont confrontés au moment où leurs économies commencent à se redresser. Ces discussions ont tourné autour de trois thèmes généraux : la réforme du secteur financier, la réglementation et la surveillance; le commerce, la concurrence et l'intégration économique; enfin, les stratégies et pratiques exemplaires ayant pour but de garantir une reprise économique rapide et durable. De manière générale, les participants ont convenu du fait qu'il importe que tous les pays des Amériques œuvrent de concert, qu'ils tirent des enseignements de leurs erreurs et qu'ils prennent des mesures pour éviter une autre crise, plus sévère encore, à l'avenir.

Les réformes et la réglementation des services financiers ont occupé une grande place dans les délibérations de l'atelier. Un large éventail de sujets a été abordé, dont la nécessité d'une transparence de base sur les marchés des services financiers et la nécessité d'une éducation des consommateurs à la nature et aux risques inhérents aux hypothèques et aux instruments des services financiers. Plusieurs participants ont exprimé l'opinion qu'un système ou organe réglementaire international était nécessaire pour prévenir une autre crise similaire à l'avenir. Toutefois, certains parlementaires ont dit craindre que les vues des économies plus petites ne soient laissées de côté en cas de création d'un organe de réglementation ou de surveillance de ce type. D'autres ont estimé qu'il était critique qu'au sein de tout organisme réglementaire de ce type, tous les pays soient tenus de respecter les mêmes exigences.

Les participants à l'atelier ont également discuté de l'importance du commerce et de l'intégration économique pour assurer une reprise rapide après la récession mondiale actuelle. On a fait remarquer que tous les pays des Amériques doivent résister à la tentation d'imposer des mesures protectionnistes qui entravent le commerce; ils devraient plutôt œuvrer plus étroitement de concert en démantelant les obstacles au commerce et en explorant les possibilités de resserrement de l'intégration économique. On a exprimé l'avis que l'intégration économique dans les Amériques constituait une composante cruciale d'une stratégie de relance et jouerait un rôle clé dans en vue de l'accélération de la croissance économique et du soulagement de la pauvreté dans l'ensemble de l'hémisphère. Certains échanges ont également évoqué la nécessité d'accorder davantage d'attention aux politiques microéconomiques, qui revêtent aussi une importance décisive dans notre quête de la relance économique.

Les parlementaires ont cerné plusieurs obstacles à l'atteinte de l'objectif qu'est le resserrement de l'intégration économique et des liens commerciaux. Figurent parmi eux la nécessité d'abaisser le coût du commerce, de fournir des services de facilitation des échanges commerciaux et de renforcement des capacités aux pays en développement, de mettre en place l'infrastructure des transports voulue, et d'assurer l'amélioration l'accès au financement du commerce, particulièrement au vu de l'effet de la crise, à savoir la réduction de l'accès au crédit dans l'économie réelle.



Les délibérations de l'atelier ont également porté sur le lien entre le commerce et la pauvreté. Les participants ont fait observer que le commerce peut jouer un rôle déterminant dans le développement économique et le soulagement de la pauvreté, mais qu'il faut prendre des mesures pour faire en sorte que les pauvres bénéficient du commerce. On a fait remarquer que les crises économiques ont des répercussions démesurées sur les démunis et que les politiques gouvernementales doivent veiller à ce que la reprise économique ait pour conséquence de donner une meilleure qualité de vie aux pauvres de la région.

Dans un ordre d'idées connexes, on a évoqué la nécessité d'améliorer la participation à l'économie officielle. Plusieurs parlementaires ont fait observer que l'emploi dans le secteur informel n'offre pas la sécurité, les avantages sociaux et les droits fondamentaux que procure la participation à l'économie officielle. Certains ont également attiré l'attention sur le fait que le travail informel est une des grandes causes de la pauvreté et des inégalités de revenus en Amérique latine. Les participants ont discuté de stratégies visant à encourager la participation à l'économie officielle et à éliminer le travail informel. Il a notamment été suggéré d'assurer un salaire minimum garanti afin de briser le cycle de la pauvreté dans la région.

Le troisième grand sujet des discussions a été celui des stratégies ayant pour but de surmonter le déclin économique. Des parlementaires de plusieurs pays ont mis en commun leurs pratiques exemplaires en matière de relèvement des défis provoqués par la crise. On a fait observer que chaque pays des Amériques comporte des réalités qui lui sont propres et que, de fait, il aura besoin de mécanismes et de stratégies personnalisés pour traiter les enjeux et les préoccupations qui sont les siens. La plupart des participants se sont dits favorables à des ensembles de mesures de stimulation financière et à des dépenses financées par un déficit, quoique d'aucuns aient souligné le danger d'un retour à une époque de relance au moyen d'un déficit budgétaire chronique; si elles sont trop laxistes, des politiques économiques expansionnistes peuvent conduire à une hyperinflation et à la déstabilisation économique.

Outre les participants venus de l'ensemble de la région des Amériques, les séances de l'atelier ont été suivies par une délégation d'observateurs de Chine. La délégation chinoise s'est adressée à l'atelier le deuxième jour des discussions; elle a donné un aperçu des vues de la Chine sur la crise économique et financière, et elle a discuté des stratégies et politiques que la Chine a mises en œuvre pour atténuer les effets de la crise, en présentant un bilan de ses succès. La délégation chinoise également répondu à diverses questions sur des sujets comme les déséquilibres des échanges commerciaux mondiaux, ses plans en vue d'accroître la demande intérieure des consommateurs, les perspectives d'une monnaie mondiale, et son opinion sur le renforcement des relations commerciales avec les Amériques.



## RECOMMANDATIONS

*Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA le 15 septembre 2009*

À la lumière des délibérations tenues au sein du Groupe de travail sur la crise économique et financière à l'occasion de la Sixième Assemblée du FIPA, à Ottawa (Canada), du 13 au 15 septembre 2009,

L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU FIPA fait les recommandations suivantes :

1. Que les pays des Amériques mettent tout en œuvre pour promouvoir l'intégration économique et la coopération dans l'ensemble de la région. Cette intégration devrait comporter un resserrement de la coopération sur les plans du commerce, de la mise en place d'infrastructures, de l'innovation et de la technologie, et de la réglementation des services financiers.
2. Que les pays membres du FIPA explorent la possibilité d'harmoniser les législations concernant les règles applicables à l'investissement, les conditions et la transparence dans tout l'hémisphère pour assurer un développement durable et pour faire en sorte que tous bénéficient des retombées de l'investissement et qu'aucun pays ne parvienne pas à attirer l'investissement étranger direct parce que les règles en la matière sont plus laxistes ailleurs..
3. Que les pays membres du FIPA fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour œuvrer de concert en vue d'une conclusion satisfaisante du Cycle en cours de développement de Doha de négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Parallèlement, les pays membres devraient s'employer à renforcer les échanges commerciaux dans la région et à éliminer les droits de douane et les mesures protectionnistes partout dans les Amériques.
4. Que les pays membres du FIPA veillent à agir de manière responsable sur le plan budgétaire. À court terme, la relance par un déficit budgétaire temporaire peut être une réponse appropriée du point de vue des politiques anticycliques aux reculs de l'économie. Toutefois, à la lumière de leurs expériences passées, les pays des Amériques devraient éviter de revenir à la pratique de déficits annuels chroniques à long terme.
5. Que les politiques anticycliques mises en œuvre par les pays des Amériques visent à préserver les salaires et l'emploi dans l'ensemble de la région, en respectant les lois nationales tout en faisant aussi la promotion des normes internationales relatives aux conditions de travail, comme celles qui sont codifiées dans les conventions de l'OIT.
6. Que, compte tenu de l'importance d'une banque centrale forte pour renforcer la confiance sur les marchés financiers, les pays membres du FIPA s'emploient à préserver l'autonomie de leurs banques centrales et des organismes fédéraux de réserve.
7. Qu'on encourage les pays membres du FIPA à revoir leur législation en vue de renforcer les institutions œuvrant dans le domaine du contrôle et de la surveillance des institutions financières et de leurs produits, ainsi que des agences de notation, pour éviter les mesures



spéculatives, les conflits d'intérêts et le manque de transparence dans la prise de décisions sur les marchés des capitaux.

8. Que les membres du FIPA mettent en œuvre des politiques publiques visant à encourager, dans le cadre d'alliances publiques-privées, l'action ou la création d'unités productives qui créeront des emplois dans le secteur formel d'une manière favorisant le développement durable. Parallèlement, les pays du FIPA devraient également promouvoir des politiques, des incitatifs et des programmes qui déboucheront sur le plus grand développement possible de petites et de micro-entreprises, en assurant leur participation et leur compétitivité sur les marchés intérieurs et extérieurs.

**L'honorable Luiz Carlos Hauly**

**Membre de la Chambre des députés du Brésil et président du FIPA**

Président du Groupe de travail

**Michael Holden, analyste, Bibliothèque du Parlement**

Rapporteur